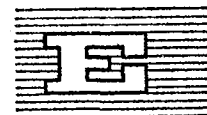


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1210  
10 mars 1976

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-deuxième session  
Point 7 de l'ordre du jour

RAPPORT SUR LA CONFERENCE MONDIALE DE L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME,  
PRESENTE PAR Mme RAJAN NEHRU A LA 1365ème SEANCE DE LA COMMISSION DES  
DROITS DE L'HOMME, TENUE LE 24 FEVRIER 1976

I

La Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui s'est réunie à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975, a été la première Conférence internationale convoquée par l'Organisation des Nations Unies à porter sur les droits de la femme et son rôle dans la société. Pour que la Conférence soit aussi largement représentative que possible, les invitations ont été adressées non seulement aux Etats Membres de l'ONU, mais aussi aux non-membres et à certains mouvements de libération nationale. Des activités parallèles ont d'autre part été organisées en dehors de la Conférence officielle de façon à permettre aux organisations publiques non gouvernementales de contribuer aux débats.

Ces différentes activités ont attiré beaucoup de monde à Mexico : plus de 1 000 représentants officiels, dont 80 % étaient des femmes, sont venus de 133 pays. D'autres participants représentaient 10 organisations intergouvernementales et 113 organisations non gouvernementales, 23 organes des Nations Unies et des institutions spécialisées et 8 mouvements de libération nationale. Dans le cadre des activités parallèles qui ont attiré près de 6 000 personnes, se sont déroulés un séminaire d'experts sur le problème des femmes et le développement, une Rencontre de journalistes chargés d'explorer les thèmes de l'Année internationale de la femme et une assemblée distincte, ou Tribune, à laquelle ont participé des personnalités éminentes et des représentants d'organisations non gouvernementales.

J'ai eu le privilège de représenter la Commission des droits de l'homme à la Conférence. Bien des questions qui ont été examinées et sur lesquelles la Conférence a pris des décisions intéressent directement les délibérations de la Commission des droits de l'homme et relèvent par conséquent du domaine plus vaste de la protection et de la promotion des droits de l'homme universels.

Ce qui a suscité tant d'intérêt à la Conférence, c'est la décision de l'ONU de lancer un nouveau programme (un Plan d'action mondial) pour réaffirmer les droits de la femme et son rôle dans la société. D'importantes raisons motivaient le lancement d'un tel programme. Naturellement, l'ONU est engagée sur le plan de l'égalité des droits des hommes et des femmes, l'un des principes fondamentaux de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce principe a été énoncé et réaffirmé par de nombreuses conventions, déclarations, recommandations formelles et par d'autres instruments de l'ONU. De nombreux Etats Membres ont accepté ces instruments et ont prévu des garanties juridiques pour l'application du principe de l'égalité des droits.

Cependant, ces garanties ne se sont pas révélées pleinement efficaces. Dans de nombreux cas, elles sont restées lettres mortes en raison de traditions, de coutumes et d'habitudes séculaires et de systèmes économiques et sociaux qui tendent à condamner les femmes aux travaux domestiques et aux autres responsabilités familiales ou aux tâches les plus humbles dans l'économie. De plus, faute d'éducation, de formation et d'autres moyens de se réaliser, les femmes ne sont pas en mesure d'assumer des responsabilités plus élevées ou publiques. Ainsi, les anciens modes de vie fondés sur l'inégalité qui existent depuis des siècles dans bien des sociétés n'ont généralement pas changé, bien que l'égalité des droits des hommes et des femmes soit garantie en droit.

L'écart entre le droit et la réalité suscite de plus en plus de préoccupations à l'ONU. Les progrès réalisés pour combler ces écarts sont lents, alors que pour changer la situation mondiale, il faut non seulement que les hommes, mais aussi les femmes, participent pleinement à la vie nationale et internationale. Comme les femmes représentent la moitié de la population, leur non-participation implique la perte d'un atout précieux pour la communauté. De nombreux organes des Nations Unies ont, par le passé, exprimé leur préoccupation devant cet état de choses. Néanmoins, c'est à la Conférence de Téhéran sur les droits de l'homme que des remèdes constructifs ont été recherchés pour la première fois. Cette Conférence, qui s'est tenue en 1968, a examiné le rôle des femmes dans les domaines du développement et le maintien de la paix et de la stabilité dans le monde. Elle est parvenue à la conclusion que la paix mondiale était de plus en plus menacée à mesure que s'accroissait la disparité entre pays riches et pays pauvres. Pour parer à cette menace, elle a préconisé, outre l'adoption d'autres mesures, la nécessité d'intensifier le développement national et international. Ce qu'il fallait, de l'avis de la Conférence, c'était la pleine participation de la population tout entière à l'effort global de développement. Comme les attitudes traditionnelles à l'égard du rôle des femmes dans la société font obstacle à la pleine participation des femmes, la Conférence a demandé aux Etats Membres de ne pas se contenter de prévoir des garanties juridiques pour l'égalité des droits, mais d'élaborer des plans d'action concrets afin de modifier ces attitudes et de préparer les femmes, en adoptant des mesures spéciales, à un rôle actif et constructif dans la société.

Ainsi, au cours des dernières années, on a insisté non plus sur les mesures à prendre pour prévoir des garanties juridiques et sur des déclarations concernant les droits de la femme, mais sur un programme d'action plus concret visant l'émancipation et le progrès des femmes. C'est la prise de conscience du besoin impératif d'assurer aux femmes un rôle actif dans la société, dans leur propre intérêt, et dans celui de toute la communauté, qui explique la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1972 sur la recommandation de la Commission de la condition de la femme, proclamant l'année 1975 Année internationale de la femme. Cette Année devait être consacrée à une action intensive destinée à promouvoir une

véritable égalité entre l'homme et la femme; assurer la pleine intégration des femmes dans l'effort global de développement; et permettre aux femmes de contribuer efficacement au maintien de la paix et de la stabilité dans le monde. En 1974, le Conseil économique et social, se fondant sur la résolution de l'Assemblée générale, a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de convoquer une conférence internationale qui serait le pivot des activités à entreprendre pour célébrer l'Année, et de proposer à cette Conférence un programme d'action international. C'est en conformité de cette décision que la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme s'est tenue à Mexico sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

## II

La Conférence a été ouverte par le Secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim. Parmi les autres orateurs qui ont prononcé des allocutions le premier jour, la Conférence a pu entendre M. Echeverría, Président du Mexique, pays hôte de la Conférence, le Secrétaire général de la Conférence, Mme Sipilä, et le Procureur général du Mexique, M. Ojeda, qui a été élu Président de la Conférence.

M. Waldheim a fait observer que se posaient dans le monde de nouveaux problèmes qui influaient directement sur le rôle des femmes dans la société. Les problèmes d'alimentation, de population, de développement économique, de santé, d'environnement et bien d'autres questions sont d'une complexité croissante et ont des liens étroits entre eux. Ils forment les composantes d'un système complexe qui domine la vie de tous, quels que soient le sexe, les croyances, l'idéologie ou la race. Aucun de ces problèmes ne peut être résolu de manière satisfaisante, si les pays ou une partie de la population d'un pays agissent séparément. Ce qu'il faut, c'est un effort de la part de tous les pays dans un élan de coopération mutuelle et au sein de chaque pays, non seulement de l'homme, mais aussi de la femme dont le potentiel n'a pas encore été pleinement exploité, bien que les femmes représentent la moitié de la population. La Conférence, a dit M. Waldheim, est un événement historique car elle permettra de transformer les vieilles attitudes, les préjugés et les idées que l'on a de la femme et mènera à de plus grands progrès et à la paix et à la stabilité dans le monde.

Le Président Echeverría a prononcé une déclaration importante qui reflétait la pensée de nombreuses délégations de pays en développement. Après avoir qualifié les femmes d'immense réserve révolutionnaire qui, en prenant conscience de l'inégalité de traitement entre elles et les hommes, deviennent les alliées naturelles de la lutte contre l'oppression, il s'est déclaré partisan de transformations sociales et économiques radicales visant à apporter des améliorations sensibles à la situation non seulement des femmes mais aussi des hommes. Demandant l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui mettrait fin aux rapports économiques injustes résultant du colonialisme et du néo-colonialisme, il a souligné la nécessité de lier les efforts déployés pour améliorer la situation de la femme à la lutte contre l'armement, le colonialisme et le néo-colonialisme, la domination étrangère, l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, et contre les autres obstacles politiques.

Mme Sipilä a appelé l'attention de la Conférence sur un fait important : c'était en effet la première fois que la situation des femmes dans la société était mise à l'ordre du jour d'une conférence internationale, preuve que l'on reconnaissait

maintenant de plus en plus que les hommes et les femmes étaient aussi responsables les uns que les autres du choix de leur destinée commune. Il est grand temps, a-t-elle ajouté, que le monde reconnaisse que le déni des droits de la femme est à la racine même des problèmes de développement et des maux socio-économiques. M. Ojeda, tout en réitérant l'appel lancé par le Président, M. Echeverría, à propos de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, a défini la tâche principale de la Conférence comme étant l'élaboration, au moyen de négociations approfondies, d'un programme d'action concertée qui assure l'intégration des femmes dans l'effort global de développement et dans le renforcement de la paix et de la stabilité dans le monde.

Dans l'ensemble, le débat général qui a suivi a été qualifié de stimulant et un certain nombre d'idées très utiles, constructives et progressistes ont été émises tant par les représentants des pays en développement que par ceux de pays développés. Les déclarations ont mis en lumière les mesures déjà prises par de nombreux Etats avant et pendant l'Année internationale de la femme pour souligner le rôle de la femme dans la société et aider les femmes à faire valoir leurs droits légitimes. La question de l'émancipation et du progrès des femmes a fait l'objet d'observations détaillées et les participants ont pleinement reconnu la nécessité d'éliminer les handicaps dont souffrent les femmes par des réformes progressives. Dans les déclarations des représentants des pays, de même que dans les rapports des institutions spécialisées apparentées à l'ONU, les orateurs ont procédé à une évaluation franche de la nécessité urgente de surmonter le retard et l'état de dégradation dont les femmes souffraient dans de nombreuses sociétés, à cause des anciens modes de vie reposant sur l'inégalité, l'injustice et le conservatisme.

### III

Alors que les chefs de délégations poursuivaient la discussion générale en séance plénière de la Conférence, ses deux commissions ont été chargées de tâches précises. Le principal objet de la Conférence était d'élaborer un Plan d'action mondial et cette tâche a été confiée à sa première commission. Celle-ci a traité de questions telles que les objectifs de l'Année internationale de la femme; la participation des femmes au renforcement de la paix et à l'élimination du racisme, de l'apartheid, de la discrimination raciale, de la domination étrangère et de l'acquisition de territoires par la force; les obstacles à surmonter pour assurer l'égalité des droits; l'évolution actuelle de la condition et du rôle des femmes; et l'intégration des femmes au processus de développement. Les conclusions de la deuxième commission ont été incorporées soit au Plan mondial, soit à des résolutions distinctes.

A l'issue des délibérations des deux commissions, la Conférence a adopté les documents suivants :

1. Un Plan d'action mondial;
2. Une déclaration appelée Déclaration de Mexico; et
3. 34 résolutions.

Le Plan d'action mondial a été élaboré initialement par le Secrétariat de l'ONU puis modifié par un Comité consultatif de 23 membres. Près de 900 amendements ont été proposés au projet de Plan mondial d'action par plusieurs délégations et en particulier par le Groupe des 77, représentant le point de vue des pays en développement.

Le Groupe des 77 a joué un rôle actif en mettant en avant les points de vue des pays en développement et en les faisant incorporer aux documents définitifs et les résolutions adoptées par la Conférence. Les divergences de vues étaient inévitables entre les pays développés et les pays en développement sur certains problèmes, et elles se sont manifestées au cours du débat dans les deux commissions à propos de différentes questions, mais dans l'ensemble la Conférence s'est déroulée dans une atmosphère de coopération et non d'affrontement. Elle a bien compris la nécessité pour les pays tant en développement que développés d'adopter une approche intégrée afin de susciter de réels progrès.

Le Plan mondial d'action, principal document adopté à la Conférence, contient une introduction où sont énoncés des principes fondamentaux, suivie de chapitres distincts sur les mesures à prendre au niveau national, international et régional et sur l'examen et l'évaluation des mesures prises dans le cadre du Plan.

L'introduction indique que le Plan vise à stimuler l'adoption de mesures à l'échelon national et international ayant pour objet de résoudre les problèmes du sous-développement et de la structure socio-économique qui placent les femmes dans une situation d'infériorité par rapport aux hommes. On y insiste sur l'égalité, non seulement devant la loi, mais encore plus sur l'égalité des chances dans le domaine de l'enseignement, de la formation, de l'emploi et dans de nombreux autres domaines, de façon que les femmes puissent se préparer à contribuer davantage au développement de la société. D'après un nouveau considérant dont le Groupe des 77 a demandé l'insertion, le développement est entravé aussi par les derniers vestiges du colonialisme et par d'autres maux ainsi que par le système économique mondial actuel, qui est injuste pour les pays en développement et doit être remplacé par un nouvel ordre économique mondial fondé sur la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

En ce qui concerne l'action nationale, le plan énonce des directives d'action pour une période de 10 ans et fixe des buts particuliers pour les cinq premières années. Ses recommandations sont adressées non seulement aux gouvernements, mais aussi aux organisations de femmes, de jeunes et autres, aux partis politiques, aux syndicats, aux employeurs et à de nombreux autres groupes. Il est conseillé à chaque gouvernement de dresser son propre plan et d'identifier ses propres buts en s'inspirant des directives du Plan mondial. Les différents domaines d'action touchent à toute une gamme de questions, notamment la coopération internationale, la participation politique, l'éducation et la formation, l'emploi, la santé et la nutrition, la population, le logement et les responsabilités familiales, toutes les mesures proposées visant à assurer les mêmes droits, les mêmes chances, les mêmes avantages et facilités aux femmes qu'aux hommes et à permettre aux femmes de jouer un rôle constructif dans le développement de la société et le maintien de la paix et de la stabilité dans le monde. La Conférence y insiste sur le partage des responsabilités familiales et domestiques entre les hommes et les femmes, de manière que les femmes puissent se charger de responsabilités dans la vie publique. Parmi les objectifs minimaux à atteindre pendant les cinq premières années, on peut citer un accroissement sensible de l'alphabétisation, de la formation professionnelle et technique, l'égalité d'accès aux établissements d'enseignement et autres et la mise à la disposition des femmes de nombreuses autres facilités. Le Plan prévoit aussi la mise en place d'un mécanisme spécial au sein des gouvernements pour accélérer la marche vers ces buts et la pleine intégration des femmes dans la vie de la nation.

En ce qui concerne l'action internationale, le plan recommande que l'on proclame les années 1975 à 1985 Décennie des Nations Unies pour la femme et le développement, de manière à assurer une action soutenue au niveau national et international tout au

long de cette période. Il recommande que les femmes participent pleinement à la formulation des politiques à l'échelon national et international, qu'elles soient représentées équitablement dans les délégations nationales auprès des organes internationaux, et que toutes les organisations internationales veillent que leurs plans et programmes soient ajustés de manière à promouvoir l'intégration des femmes dans toutes leurs activités.

Le Plan recommande que les mesures régionales prennent la forme de soutien technique et de fourniture de renseignements aux gouvernements pour les aider à mettre au point leurs propres plans et stratégies. Il recommande en outre que les banques régionales et autres institutions accordent leur assistance aux projets nationaux pour lesquels l'intégration des femmes à l'effort de développement et la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes comptent parmi les principaux objectifs à atteindre. Enfin, on a suggéré des mesures spéciales devant permettre aux organisations internationales, aux commissions régionales et aux autorités nationales de procéder à un examen et à une évaluation des progrès réalisés dans chaque secteur pour appliquer le Plan.

La Déclaration de Mexico, à laquelle le Groupe des 77 a apporté sa contribution particulière, tout en reprenant certains des principes consacrés dans le Plan et en acceptant l'approche générale, contient certaines dispositions concernant des questions qui revêtent un intérêt particulier pour les pays en développement. La Déclaration rappelle la demande d'instauration d'un nouvel ordre économique international tel que l'envisagent les décisions prises aux sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies, et demande que soient appliquées les décisions de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. La Déclaration définit le cadre général dans lequel les pays en développement aimeraient voir s'intégrer la promotion des droits de la femme.

Les 34 Résolutions couvrent de nombreuses questions, visées d'autre part dans le Plan. Certaines touchent à l'égalité entre les hommes et les femmes, à la participation des femmes aux efforts visant à promouvoir la paix internationale, à la représentation des femmes dans les organisations et les conférences liées à l'ONU, à la santé et à la planification de la famille, à l'enseignement et à la formation et à toute une gamme de questions semblables. D'autres résolutions ont un intérêt politique, telles que celles qui condamnent les atrocités dont les femmes sont victimes au Chili, soutiennent les femmes palestiniennes et arabes, concernent l'aide au peuple vietnamien, condamnent la politique raciale des Gouvernements sud-africain et rhodésien et exigent qu'il soit mis fin à "la situation coloniale" qui règne dans la zone du canal de Panama. Aux termes d'une Résolution finale présentée par la Princesse Ashraf d'Iran et adoptée par la Conférence celle-ci a recommandé à l'Assemblée générale de convoquer une nouvelle conférence mondiale cinq ans plus tard pour examiner l'application du Plan.

#### IV

Comme j'ai participé à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme en tant que représentante de la Commission des droits de l'homme, j'aimerais ajouter quelques observations en guise de conclusion au compte rendu que j'en ai fait à la Commission.

Mme Sipila a qualifié la Conférence de "tournant dans l'histoire de l'humanité". Or l'on ne saurait en douter si l'on pense que précédemment on se bornait en général à demander aux Etats membres d'empêcher la discrimination et de veiller que les hommes et les femmes jouissent de droits égaux, alors que la Conférence a dressé un Plan d'action pratique pour permettre aux femmes d'exercer leurs droits. De nombreux Etats membres ont élaboré leurs propres plans, mais d'autres semblent avoir pris du retard parce que certaines facilités leur font défaut et à cause d'autres obstacles. Un Plan d'action qui ne cherche pas à imposer une uniformité absolue et qui est suffisamment souple pour s'adapter à la situation de chaque pays peut être d'une grande utilité pour mobiliser l'aide qui permettra de prendre des mesures en faveur du progrès des femmes dans le monde entier.

La Conférence a aussi marqué un tournant pour une autre raison. Il s'agissait, en effet, de la première Conférence intergouvernementale consacrée exclusivement aux questions des femmes, où des femmes qui étaient chargées de hautes fonctions et venaient de toutes les régions du monde ont joué un rôle décisif. Elles représentaient des pays riches aussi bien que pauvres et tous les types de culture, de croyance, d'idéologie et de système économique et social. Leur rassemblement à la Conférence a donné à chacune la possibilité de comprendre les problèmes et les préoccupations de toutes les autres. Avec le temps, lorsque se tiendra la prochaine Conférence, dans cinq ans, ces nouveaux rapports conduiront peut-être à une coopération plus étroite entre les femmes et aideront aussi à renforcer la coopération internationale dans tous les domaines.

Cependant, il faut bien comprendre que la Conférence n'a pu immédiatement parvenir à une entente complète sur toutes les questions. Il ne fallait d'ailleurs pas attendre un tel résultat d'une conférence qui se réunissait pour la première fois. L'approche des pays en développement était différente de celle des pays développés. Certaines délégations ont attaché plus d'importance aux questions sociales : meilleures chances d'éducation, de formation et d'emploi pour les femmes et participation des femmes à l'effort de développement. D'autres délégations ont fait porter leur effort sur l'exercice du pouvoir politique par les femmes, leur participation au gouvernement et aux autres organes de prise de décision ainsi qu'aux conférences internationales qui traitent du maintien de la paix, du désarmement et d'autres questions similaires. Malgré les différences d'approche, dans l'ensemble l'atmosphère était à la coopération en vue d'aborder de façon cohérente et coordonnée une tâche urgente : l'amélioration de la situation des femmes dans le monde entier et la promotion de leurs droits et aspirations légitimes.

Les pays en développement ont suivi la direction indiquée par le Président Echeverría dans la déclaration qu'il a faite à l'ouverture de la Conférence. Ils ont appuyé fermement l'idée que le progrès économique et social est entravé, tant pour les hommes que pour les femmes, par l'ordre économique international actuel et par les vestiges du colonialisme, du néo-colonialisme, du racisme, de l'apartheid, du sionisme et d'autres maux semblables. Cette vue a été ensuite adoptée par la Conférence et consacrée dans le Plan ainsi que dans la Déclaration de Mexico malgré les réserves de certains pays pour lesquels la Conférence n'était pas l'instance où il convenait de soulever de tels problèmes.

Comme dans toutes les instances de l'Organisation des Nations Unies, les mêmes divergences d'opinion sur les questions politiques et économiques se sont manifestées à la Conférence entre les pays développés et les pays en développement.

Ces réserves mises à part, le Plan a été entièrement accepté. C'était là un résultat important, mais personne ne se sentait sûr de l'avenir. Comme l'a dit Mme Sipila, le vrai travail ne faisait que commencer car il ne suffisait pas d'adopter le Plan : il fallait aussi l'appliquer dans les délais convenus. De nombreuses délégations ont senti que le plan était exposé au danger de rencontrer le même sort que les plans antérieurs concernant la promotion de l'égalité des droits dans bien des pays. Serait-il possible de surmonter les obstacles séculaires à un changement radical de la situation de la femme, et cela d'une manière plus satisfaisante qu'avec les autres instruments de l'ONU ?

Le plan lui-même a fourni une réponse à cette question. Il s'adresse non seulement aux Gouvernements, mais aux différentes organisations non officielles qui aident ou pourraient aider à former l'opinion publique à ce sujet. Dans l'ensemble, toutes les délégations ont estimé qu'une responsabilité particulière incombait aux organisations non officielles de femmes. Ce n'est pas en s'en remettant complètement aux autorités supérieures pour prendre des mesures que l'on obtiendra des résultats satisfaisants. Il faudra encore susciter un effort organisé de la part des femmes elles-mêmes, sous la direction de femmes, et cela à tous les niveaux.